L'Italie et l'Europe

Autor(en): **Malagodi, Giovanni**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue économique franco-suisse**

Band (Jahr): **36 (1956)**

Heft 12

PDF erstellt am: **29.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-887797

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

L'ITALIE ET L'EUROPE

par Giovanni MALAGODI

Le cycle de conférences organisé par la Chambre de commerce suisse en France sur le thème : « L'Unification économique de l'Europe » se poursuit et remporte un succès considérable, dans lequel nous voulons voir un signe de l'intérêt — ou de l'espoir — que suscite à l'heure actuelle la formation de l'Europe.

Après M. Raymond Aron, que nous avons cité dans le dernier numéro de notre Revue, c'est M. Giovanni Malagodi, Député au Parlement italien et secrétaire général du Parti libéral italien, qui parla, le 15 novembre dernier, de « L'Italie et l'Europe ». Son exposé fut prononcé devant les membres de la Chambre de commerce italienne de Paris et de la Chambre de commerce suisse en France. Nous sommes heureux d'en donner ci-après les thèmes essentiels.

L'Italie veut l'Europe

M. MALAGODI commence son exposé par une simple et nette affirmation : « l'Italie veut l'Europe, l'Italie veut l'Unité de l'Europe. »

Dans l'esprit du conférencier, l'Italie, qu'il entend ici, représente tous les partis politiques démocratiques, l'opinion publique intellectuelle, les dirigeants industriels et même les agriculteurs.

Mais si l'Italie veut l'Europe, elle ne se dissimule pas les difficultés à vaincre pour atteindre ce but. Cependant, ces difficultés la poussent à souhaiter d'autant plus une unité complète. Elle ne veut pas une unité partielle, une unité de secteurs, une unité limitée.

Une Europe totalement intégrée

CES difficultés propres à l'Italie sont connues : une industrialisation récente, limitée à une partie du pays, une agriculture encore assez primitive, surtout dans le sud du pays, des voies de communication moins nombreuses que dans d'autres pays de l'Europe occidentale, une main-d'œuvre industrielle marquant un certain retard. D'autre part, une population très nombreuse, qui dépasse maintenant 46 millions d'habitants, doit se contenir sur un territoire de 300.000 kilomètres carrés, dont les deux tiers sont occupés par des montagnes et des collines. Enfin, il y a un très grand déséquilibre économique entre le nord et le centre du pays, et le sud qui est très pauvre.

C'est pourquoi, l'Italie ne peut se contenter d'une intégration limitée à certains secteurs de l'économie, car elle risquerait d'être débordée dans ces secteurs-là par des pays plus puissants. Pour que des compensations existent dans les autres secteurs, il faut donc à l'Italie une intégration totale.

Celle-ci doit s'étendre non seulement à toutes les marchandises industrielles et agricoles, mais également aux transactions invisibles, et particulièrement aux capitaux, qui doivent pouvoir être investis dans les pays qui en ont besoin. Il faut que les capitaux puissent se diriger selon la vieille

règle économique, là où le rendement est le plus élevé et sans qu'on ait recours à la création de fonds de compensation ou d'investissements qui ne sauraient atteindre les montants nécessaires.

M. Malagodi aborde également le problème de la main-d'œuvre, problème capital pour l'Italie. Tout le monde sait qu'il y a dans ce pays un chômage considérable qui cause de graves préoccupations sur le plan humain plus encore que sur le plan économique ou politique. S'il doit y avoir une Europe intégrée, « il faut que non seulement les marchandises puissent circuler librement, mais il faut aussi que ceux qui font les marchandises puissent circuler librement ». Lorsque l'orateur était, il y a quelques années, président du Comité de la main-d'œuvre à l'O. E. C. E., il propageait déjà cette idée, qui était jugée théorique et inacceptable. En pratique cependant, on l'a acceptée et depuis 1946, chaque année, des dizaines de milliers d'Italiens sont sortis de leur pays pour aller travailler dans d'autres pays européens. Cela signifie que l'Europe a besoin de cette main-d'œuvre et que si elle en a besoin, les obstacles théoriques à cette libre émigration doivent être supprimés. Chaque membre de la Communauté européenne doit être libre de s'établir où il veut, pour travailler dans la branche d'activité qu'il préfère.

La bourse ne va pas sans l'épée

En demandant une intégration totale, M. Malagodi comprend parfaitement bien les difficultés que cela comporte. Mais elle demeure néanmoins indispensable. La situation particulière de l'Italie, qui se trouve dans des conditions plus difficiles que la plupart des autres pays européens, lui permet de comprendre mieux que d'autres peut-être la nécessité d'une véritable intégration. Celle-ci est un acte de foi, un acte de confiance dans le pouvoir de la liberté, dans la valeur d'une communauté plus vaste. Cet acte de foi ne peut se faire si l'on propose simplement des arrangements techniques étroits, mais il peut être envisagé si l'on propose davantage, si l'on propose un grand marché embrassant tout.

M. Malagodi souligne encore que ce grand marché européen à créer devrait l'être pour toujours et devrait être irréversible. On ne peut pas s'exposer aux difficultés qui naîtront d'un tel marché, si l'on n'est pas certain que jamais plus on ne recommencera à travailler dans des marchés nationaux étroits. Une fois le marché fait, il faut « aller jusqu'au bout ».

Mais il faut « aller jusqu'au bout » à tous points de vue, et là les notions économiques rejoignent les notions politiques.

En réalité, quelle est la menace la plus grande qui pèse sur l'irréversiblité du marché ? Ce sont incontestablement les déséquilibres des balances des paiements qui pourraient contraindre certains pays à réintroduire des contingentements ou des droits de douane et détruire de la sorte le marché commun.

Comment éviter ce danger ? M. Malagodi trouve le remède, non pas dans des consultations entre banques centrales, non pas dans une harmonisation des politiques financières, mais dans l'unité monétaire. Pour lui, la monnaie commune est la seule garantie de l'intégration économique de l'Europe.

Une monnaie commune implique un ministre des finances commun et un ministre des finances commun appelle un gouvernement commun. C'est-à-dire que si nous voulons un marché commun, il nous faut un gouvernement commun. « La bourse ne va pas sans l'épée et sans la justice. Une fois que la bourse, l'épée et la justice sont jointes, l'unité est faite. »

Par cette notion de gouvernement commun, on arrive au cœur du problème, qui est d'essence politique et nullement d'essence technique. Les premières réalisations européennes, telles que l'Union européenne de paiements, la Communauté européenne du charbon et de l'acier et les accords sur la libération des échanges, permettent d'entrevoir la signature d'un traité sur le marché commun.

La dernière chance de l'Europe

Mais il importe que l'Europe prenne bien conscience du caractère de sa position économique dans le monde. Son niveau de vie est, avec celui des États-Unis, le plus élevé qui soit et ne peut être comparé avec celui de l'Asie ou de l'Afrique. Par contre, ses ressources naturelles sont, à l'échelle mondiale, relativement limitées. Il est nécessaire de proposer un commerce croissant avec le reste du monde et il est nécessaire aussi que l'Europe puisse participer largement au développement des autres continents. C'est une condition essentielle pour qu'elle puisse maintenir son standard de vie, qui, s'il baissait beaucoup, provoquerait immanquablement une catastrophe. Tout l'héritage de notre civilisation serait perdu.

Cette dépendance de l'Europe vis-à-vis d'autres nations ou continents plus puissants, parce que pouvant à la rigueur vivre largement repliés sur eux-mêmes, montre que l'aspect économique de la position européenne n'est finalement qu'un côté d'une position politique et morale. Malgré tout ce qui est arrivé, l'Europe est encore la citadelle de

la liberté et du progrès dans la liberté. Elle se doit donc, pour elle-même et pour le reste du monde, de survivre. l'Europe est nécessaire; elle a un rôle décisif à jouer, elle doit survivre comme puissance en son nom propre. Ce rôle, elle ne peut le remplir que si elle réalise maintenant son unité. Chaque pays européen est incapable de jouer ce rôle par lui seul, mais une unité dans laquelle il garderait sa physionomie morale et politique et ses traditions lui rendrait sa force et lui permettrait d'occuper pleinement la place qui lui revient.

Agir vite

L'ITALIE, qui a connu une longue tradition politique et qui de tout temps a été largement ouverte aux problèmes internationaux, est persuadée que le moment est venu où il faut unir l'Europe. Il faut cesser d'en parler, il faut la faire. Les récents événements internationaux n'ont d'ailleurs que confirmé cette nécessité et cette urgence. « Les faits qui nous ont profondément troublés ces dernières semaines ne se seraient pas passés ou se seraient passés d'une façon tout à fait différente si nous avions été unis. Des choses semblables peuvent se passer de nouveau à tout moment. Il nous faut, pour l'empêcher, nous unir. C'est la seule réponse que nous puissions donner, sur un plan concret, au danger qui nous menace.»

Avant tout, il est nécessaire de mener à bien les négociations concernant le marché commun et la communauté atomique. Il faudrait ensuite soulever immédiatement la question de la monnaie commune et, par ce biais, si c'est nécessaire, le problème de l'unité politique. Il ne faut pas seulement faire une Europe à six, il faut faire « une » Europe. Celle-ci doit prendre conscience de son caractère de citadelle de la liberté, de la responsabilité immense qu'elle porte devant le reste du monde.

M. Malagodi termine sa conférence, véritable profession de foi vibrante d'enthousiasme, en soulignant que nous n'avons plus beaucoup de temps devant nous. « Si nous voulons arrêter notre décadence et refaire de l'Europe un des piliers de la paix et de la liberté, il faut agir, et agir vite. »

A la suite de cette conférence, Monsieur Malagodi, en réponse à certaines questions qui lui ont été posées, a déclaré :

Je ne crains nullement que l'intégration européenne puisse nuire à l'Italie, ou à l'Italie du Sud, au contraire.

Certes, il y a un risque à prendre, mais c'est un risque temporaire. Et, ne l'oublions jamais, c'est un risque infime par rapport aux risques que nous courons si l'unité de l'Europe ne se fait pas.

Je n'imagine pas une spécialisation industrielle ou agricole de chacun des pays membres.

Dans une Europe intégrée, il y aurait une redistribution des facteurs de la production qui couperait les frontières nationales actuelles.

Tout le monde serait à même de faire ici de l'agriculture, là de l'industrie, suivant la combinaison la meilleure des facteurs de la production. Et s'il y avait une certaine spécialisation elle découlerait de raisons relativement naturelles.

Je ne pense pas qu'il puisse y avoir une grande puissance qui soit faible. Je ne crois pas qu'elle puisse se défendre à la longue uniquement par des discours, uniquement par des appels devant une Cour internationale. Et, ceci, non pas parce que je ne crois pas au droit, mais parce que je crois que ce serait le comble de l'égoïsme, le comble de l'esprit de privilège que de vouloir être privilégié et de ne pas développer la force nécessaire pour défendre ce privilège.

Ainsi le privilégié rend-il service à la communauté.

Est-ce que nous aurions le droit d'être riche si nous n'étions pas forts? Si nous n'apportions pas notre contribution au maintien du droit?

Au fond, depuis dix ans, en Europe, nous sommes très égoïstes, nous vivons trop facilement au dépens d'autrui. Etre plus fort, c'est notre devoir vis-à-vis de nous-mêmes et vis-à-vis du reste du monde. C'est là ce que je peux, je crois, répondre à cette dernière question qui touche vraiment au fond du problème moral de l'Europe.

A l'issue du cycle de conférences consacrées à l'unification économique de l'Europe, nous publierons une plaquette qui réunira les textes intégraux des exposés des sept orateurs et qui sera mise en souscription.

D'autre part, nous enregistrons les exposés sur bande magnétique : il serait possible de les retranscrire sur disques microsillons ; les personnes que ce projet intéresserait sont priées de s'inscrire auprès de notre Chambre de Commerce.